

Le Grain de sable en Isère



Bulletin d'ATTAC Isère

ATTAC : Association pour la taxation des transactions
financières et pour l'action citoyenne
Bulletin édité par ATTAC Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6 rue Berthe de Boissieux - 38000 Grenoble
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de publication : Joelle Prévost
Mise en page : Ariane Salvans
CCAP : en cours d'enregistrement
imprimé par nos soins

Bulletin n° 113 octobre 2019 - Prix : 0,2 euros

« L'Homme commençant par respecter toutes les formes de vie en dehors de la sienne, se mettrait à l'abri du risque de ne pas respecter toutes les formes de vie au sein de l'humanité elle-même »

Claude Levi-Strauss

20 ans d'Attac à Montmélian

Atelier : La Liaison Lyon-Turin

Animateur : François Mauduit, bien connu sur la place. F. Mauduit tient blog chez Médiapart. (<https://blogs.mediapart.fr/mauduit-francois/blog>).

Une présentation très complète, convaincante, et impressionnante de précision ; un débat très animé et instructif.

Le conférencier a en particulier dénoncé :

la sous estimation systématique des coûts (classique mais révoltante et révélatrice).

Les "magouilles" comptables consistant à mélanger sciemment les types de budgets.

L'action de lobbies comme "La Transalpine".

Les mensonges omniprésents dans la propagande.

Il a démonté tout l'argumentaire en faveur de cette liaison par des arguments factuels.

Il a mis en évidence les défauts de vision et d'organisation de la SNCF qui ont affaibli l'existant.

Au plan méthodologique, il a insisté sur l'importance de « poser des faits », en écrivant des courriers aux acteurs officiels, en relevant des déclarations,...

Selon les travaux présentés par M. Mauduit, ni la France, ni l'Italie ne seront d'ailleurs en capacité de financer ces travaux pharaoniques (15 millions de m³, soit six pyramides de Khéops de déblais !). Mais en attendant, des travaux se font bel et bien, des fonds publics sont bel et bien engloutis, des dégâts environnementaux occasionnés, et le principe reste dans les esprits.

Au plan de l'action

Il a mentionné la difficulté à mobiliser, et le manque de consensus au sein des partis, syndicats...

Il considère, que les Gilets Jaunes sont un pivot indispensable de la contestation du projet.

Il a déploré la difficulté à intéresser les médias, ainsi que la sous-information des populations.

Les débats

On s'est interrogés sur la comparaison de cette lutte difficile avec la « victoire » de NDDL, pour conclure qu'il manque ici une **dimension nationale**, et l'élargissement de la contestation au **modèle de développement**. Et bien sûr la ténacité des acteurs locaux.

Ces débats se sont prolongés par une interrogation sur la manière dont nos CL rhônalpins peuvent agir, et F. Mauduit a insisté sur l'aide technique qu'il peut nous apporter.

Diverses idées ont été envisagées, dont la publication d'un article dans la revue "Les Possibles", et l'envoi d'un questionnaire aux adhérents, qui donnerait lieu à des réponses de M. Mauduit.

D'autres propositions plus « incisives » ont envisagé le « blocage » de chantiers, ou des informations percutantes. Mais le peu de mobilisation locale affaiblit la possibilité de ces actions, et F. Mauduit prône davantage la poursuite d'un travail de fond.

G.C.

ATTAC-Isère au Contre-sommet du G7 de Biarritz d'août 2019

A cheval sur la frontière avec l'Espagne, en plein pays basque, c'est à Hendaye et à Irun, villes séparées par le pont-frontière, que s'est tenu du 21 au 26 août le contre-sommet du G7.

A l'origine de l'organisation, deux plateformes qui ont réussi à s'accorder sur l'essentiel, « opposer des résistances et des alternatives aux politiques incendiaires des 7 chefs d'État présents au G7 ».

- la plateforme « G7EZ » pour les Basques avec 44 organisations (16 associations, 10 syndicats, 17 partis politiques)

- la plateforme hexagonale « Alternatives G7 » avec 27 associations, fondations, syndicats, collectifs (CRID, ATTAC, CADTM, Confédération paysanne, Solidaires, LDH etc..)

Tous les participants ont eu à cœur de dénoncer une gouvernance capitaliste qui impose avec violence un système au service des plus riches et des multinationales, et de manifester une opposition « au G7 et à son monde ».

En parallèle, il y a la volonté de promouvoir les initiatives qui se déploient pour la transition sociale, écologique et démocratique, dont celles mises en place au pays basque : chambre de l'agriculture basque au service du développement de l'agriculture paysanne, reconnue par l'État après une longue lutte ; l'Eusko, 1^{ère} monnaie locale européenne¹, etc..

Des conférences ont également permis des éclaircissements sur le processus de paix au pays basque et des échanges entre peuples sans État.

Le G7, groupe formé dans les années 1970 pour s'affranchir du cadre de l'ONU, ne semble plus, depuis quelques années, un endroit où de grandes orientations se prennent, car des tensions internationales divisent les puissances. Certains parlent plutôt d'« une opération de communication de l'oligarchie mondiale »² : les coups de communication ont été effectivement nombreux, par exemple le fait de placer le G7 sous le signe de la lutte contre les inégalités, ou les déclarations de Macron sur l'Amazonie.

Cependant, faire un contre-G7 est une occasion de s'opposer aux politiques mises en place par chaque pays (de manière bilatérales ou multilatérales pour les traités de libre échange), qui creusent les inégalités sociales, renforcent les dominations dues au racisme et au patriarcat, organisent l'industrialisation de l'agriculture, nourrissent l'industrie de l'armement, accélèrent les crises environnementales, lèvent des murailles pour empêcher la libre circulation des personnes les plus pauvres³.

En quelques jours, 3 à 4000 participants (français, basques, espagnols, anglais et allemands) ont planté leur tente sur le site du campement autorisé par les autorités dans les locaux d'une ancienne colonie de vacances, à deux pas de l'océan mais à des kilomètres des salles et lieux de l'activité militante ; une navette avait été mise à disposition des participants mais il fallait effectuer un trajet de 2 km à pied pour arriver à son point

de départ ! et autant le soir pour rejoindre le campement !

Mais sur le site, l'accueil, l'ambiance entre les gens étaient réconfortants et l'organisation bien pensée, avec l'apport de collectifs divers (équipe juridique, équipe de soins, cantines auto-gérées, village des Gilets jaunes), et la participation de chacun aux tâches.

Le programme prévoyait une grande manifestation le samedi 24, des rassemblements « arc en ciel » sur 7 places entourant le lieu du G7 le 25 et 3 journées de rencontres et d'échanges du 21 au 23 août.

Ces journées d'échanges ont compté 200 intervenants pour 40 conférences traduites en 4 langues, 50 ateliers et des rencontres zadistes de NDDL, Gilets jaunes, Jeunesse basque sur 4 pôles répartis sur les 2 villes d'Hendaye et d'Irun, et portant sur 7 thématiques centrales des luttes : le capitalisme, l'environnement, le féminisme, les peuples, la démocratie, l'impérialisme et les migrations.

En marge de ce qui était programmé et annoncé en avance, de nombreuses actions ont eu lieu également.

Le 22 une marche féministe en mixité choisie⁴ s'est déroulée avec une belle énergie.

Le 23 ont eu lieu, d'une part, une marche visant le blocage de ronds points à Urrugne, et d'autre part, une action non violente conduite par 6 associations pour paralyser l'usine Monsanto de Peyrehorade (Landes). « Les multinationales sont les grandes gagnantes du monde du G7. Cibler l'une des pires d'entre elles, Bayer-Monsanto, qui empoisonne les paysans, les champs et nos assiettes, c'est montrer l'inaction coupable des États », explique Raphaël Pradeau, pour Attac.

La grande marche pacifique du 24 entre Hendaye et Irun a rassemblé entre 10 et 15000 personnes : gilets jaunes, altermondialistes, écologistes et féministes, dont de nombreux basques ; tous porteurs de slogans, banderoles, pancartes, avec parfois un aspect plus « artistique » (drapeau français « revisité » pour symboliser le métissage du peuple, marionnettes géantes des chefs d'État du G7,...).

Le 24 également, des centaines de personnes ont convergé vers Bayonne pour une tentative de rassemblement, sévèrement réprimée par les autorités.

Le 25, une « marche des portraits » a eu lieu à Bayonne (ANV, Alternatiba, Bizi) avec certains des portraits présidentiels décrochés des mairies, et une marche de soutien aux gardés à vue a été organisée devant leur lieu de rétention.

Le consensus d'action validé en amont par les plateformes insistait sur le caractère pacifique des actions, en excluant la confrontation avec les forces de l'ordre (au profit de techniques de résistances non-violentes). Il était exigé en échange leur retrait de tous les endroits de regroupements, dont le campement, dans le but d'assurer la sécurité des personnes.

En amont du contre sommet et au cours des AG sur le campement, le fait d'éviter la confrontation avec la police a donné lieu à de nombreux débats entre militants. Certains collectifs, n'approuvant pas ce consensus ont préféré quitter la plateforme ou le campement (Collectifs Indar Beltza et IPEH Antifaxista).

Un point de vue défendu notamment par des membres de la plateforme basque consistait en une stratégie de montée en puissance des actions, strictement pacifistes jusqu'au samedi, puis s'orientant vers la désobéissance civile ou les blocages le dimanche et lundi.

Si la manifestation Hendaye-Irun du 24 a pu se dérouler avec une présence déportée à quelques dizaines de mètres des forces policières, d'autres ont donné lieu à une répression acharnée.

Sur le camp, la police n'était pas loin non plus, avec notamment des rotations régulières d'hélicoptères au-dessus du camp, et des relevés de plaques et contrôles d'identité sur le parking.

Le 23, les forces de l'ordre ont poursuivi des activistes rentrant de la manifestation de blocage des ronds points, et sont venues à l'abord immédiat du campement. Des affrontements ont alors éclaté avec des tirs de projectiles et l'usage de gaz lacrymogène et de lanceurs de balle de défense. Le même type de confrontation s'est poursuivi la nuit suivante. Au delà de la position de chacun sur la bonne manière de défendre le campement contre une intrusion policière (comme cela avait été le cas à Gênes en 2001), reste la question de savoir pourquoi la police est venue si proche du campement à des moments de repas ou de repos.

Au total la répression du contre-G7 se solde par 168 interpellations, 119 gardes à vue – dont 3 observateurs des pratiques policières parfaitement identifiables ⁵ –, de nombreuses arrestations préventives, de multiples contrôles d'identité, des manifestants nassés durant plusieurs heures, l'incarcération de 3 jeunes allemands et plusieurs participants espagnols reconduits à la frontière.

En voie de conséquence, face au déploiement surdimensionné de la répression, et suite à l'arrestation d'une personne partie en reconnaissance, les organisateurs du contre-sommet, considérant que "la sécurité et l'intégrité des militants" n'étaient plus garanties, ont fini par annuler les 7 rassemblements non violents et symboliques prévus le 25.

Nous déplorons l'intensification de la répression policière sur les mouvements sociaux : il n'est pas supportable de mener une action pacifique sous la menace de la violence policière et judiciaire de l'État. Nous revenons tout de même riches des nombreux échanges et réflexions que nous avons pu avoir durant ces quelques jours.

-
1. <https://reporterre.net/L-eusko-basque-premiere-monnaie-locale-europeenne>
 2. *Basta mag* « G7 : au Pays Basque, un contre-sommet pour dénoncer « l'opération de communication de l'oligarchie mondiale » <https://www.bastamag.net/D-autres-mondes-possibles-face-au-capitalisme-sauvage-rendez-vous-au-contre>
 3. *Manifeste – Appel du contre G7* : <https://alternativesg7.org/index.php/2019/09/06/manifeste-lappel-du-contre-g7/>
 4. *Sans homme cis-genre, c'est à dire sans homme se reconnaissant dans le genre masculin*
 5. *Le communiqué de la LDH* : <https://www.ldh-france.org/manifestation-anti-g7-a-bayonne-des-intimidations-inacceptables/>

Courrier à l'adresse du CA d'Attac France

Les comités locaux de l'Isère/Grenoble et du Maine et Loire reprennent à leur compte l'analyse et les suggestions récemment adressées par Toulouse et La Réunion au CA nouvellement élu. Nous regrettons que les dérives policière et judiciaire de l'État ne soit pas dénoncées avec davantage de détermination.

Nous sommes nombreux.ses à constater que le mouvement des Gilets Jaunes a révélé une révolte populaire massive contre les conséquences de la libre circulation des capitaux que nous dénonçons depuis vingt ans : transfert de richesses éhonté, paupérisation et précarisation de larges couches de la population, attaques frontales contre les budgets sociaux et les services publics ou encore contre le droit du travail. Cette mobilisation a montré que la lutte est possible, que des formes de combat peuvent prendre de court les gouvernants actuels et que la convergence est plus que jamais d'actualité. Ces évidences ont parcouru les discussions et les rencontres des derniers mois, et nombreux sont les militant.e.s Attac qui ont choisi de s'associer à des actions inédites.

Mais il est apparu également qu'une volonté répressive implacable, révélée par les violences policières mais aussi par la brutalité de condamnations judiciaires systématiques. Ceci a été la réaction du gouvernement en place à une situation qui lui échappait. Elle a démontré la détermination des possédant.e.s à continuer leurs offensives tous azimuts contre la population, à museler les contestations et les alternatives (Cf. le contre-sommet du G7). Toutes les luttes à venir, en particulier contre le démantèlement des services publics, de la sécurité sociale et des budgets sociaux mais aussi contre les projets nuisibles à l'environnement et toutes actions de résistances sociales et environnementales, connaîtront le même très haut niveau de répression et de criminalisation, puisque c'est là la manière dont les classes dirigeantes entendent désormais défendre leurs privilèges et imposer leurs réformes.

Demain, à quelles criminalisations nouvelles nous heurterons-nous si nous ne réagissons pas efficacement ?

Nous considérons que la lutte contre cette répression, dont E. Macron refuse le nom avec une insupportable hypocrisie, peut et doit devenir un chapitre à part entière de nos campagnes. Elle implique en effet une réponse unitaire la plus large possible pour garantir le droit d'expression et le droit de manifester, indissociables de la convergence des luttes, qu'elles soient au plan écologique, économique (concessions d'équipements

publics lucratifs à des capitaux privés), social (retraite, chômage, droit du travail, minima sociaux), et de la défense des services publics. Il serait, entre autres, souhaitable de tisser à cette occasion des liens avec les syndicats policiers ayant eu le courage de dénoncer l'emploi qui était fait de leurs fonctionnaires, la coupure grandissante entre forces de l'ordre et population, et le risque que cela représente pour le pacte républicain.

Restant fidèle à sa place originale dans le mouvement social, et à la considération dont elle jouit généralement et que nous pouvons mesurer sur le terrain, notre association devrait œuvrer pleinement à la constitution d'un front de dénonciation de cette dérive répressive. En effet, si de nombreuses réactions venant de divers horizons ont pu être entendues, leur dispersion et leur esprit catégoriel, autant que la désinformation médiatique les ont rendues en partie inopérantes, et le gouvernement n'a reculé sur aucun point.

Cette mobilisation pourrait à minima se traduire par la rédaction d'une tribune très largement signée par des syndicats, des associations, des ONG, les collectifs de défense créés en réponse aux violences, des mouvements des quartiers populaires et de lutte contre le racisme, des intellectuel.le.s provenant d'horizons suffisamment larges pour ne pouvoir être soupçonné.e.s d'esprit partisan. Elle pourrait aussi conduire à la tenue d'une rencontre publique réunissant les mêmes participant.e.s ou encore faire l'objet d'une campagne unitaire avec diverses organisations, notamment autour d'objectifs comme l'interdiction de l'usage des grenades en maintien de l'ordre, des LBD et pour la mise en place d'un récipissé de contrôle d'identité.

Si ces thématiques ne font pas partie des revendications qui constituent l'ADN historique d'ATTAC, nous considérons que notre association, de par sa place, doit avoir un rôle clef dans l'impulsion de telles initiatives unitaires nécessaires dans la période actuelle, sans se substituer aux organisations amies qui œuvrent spécifiquement sur ces questions.

Ces dérives autoritaires constituent en effet désormais un obstacle direct à toutes les mobilisations actuelles et à venir pour prendre le contrôle sur la finance et sur notre avenir.

*Le Comité Local Attac 38 (Grenoble) et le Comité Local Attac
Maine et Loire (ATTAC 49)*

Agenda

CA (ouvert à tous) :

5 novembre à 17h à la MDA.

4 décembre à 17h à la MDA.

Assemblée Générale d'ATTAC Isère :

samedi 16 novembre 2019.

Urgence à la mobilisation : le procès en appel des solidaires approche !

RDV à 13h45 devant le tribunal de Grenoble, le 2 et 24 octobre.

contact

Grenoble

attac38@attac.org

Grésivaudan

info.gresivaudan@attac.org

Saint-Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org

<https://attac-ni.bourbre.org/>

Voiron

voironnais.attac38@list.attac.org